

PARLEMENT EUROPÉEN

2004



2009

Document de séance

A6-0504/2007

12.12.2007

*****II**

RECOMMANDATION POUR LA DEUXIÈME LECTURE

relative à la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE (9948/2/2007 – C6-0315/2007 – 2002/0222(COD))

Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

Rapporteur: Kurt Lechner

Légende des signes utilisés

- * Procédure de consultation
majorité des suffrages exprimés
- **I Procédure de coopération (première lecture)
majorité des suffrages exprimés
- **II Procédure de coopération (deuxième lecture)
majorité des suffrages exprimés pour approuver la position commune
majorité des membres qui composent le Parlement pour rejeter ou amender la position commune
- *** Avis conforme
majorité des membres qui composent le Parlement sauf dans les cas visés aux art. 105, 107, 161 et 300 du traité CE et à l'art. 7 du traité UE
- ***I Procédure de codécision (première lecture)
majorité des suffrages exprimés
- ***II Procédure de codécision (deuxième lecture)
majorité des suffrages exprimés pour approuver la position commune
majorité des membres qui composent le Parlement pour rejeter ou amender la position commune
- ***III Procédure de codécision (troisième lecture)
majorité des suffrages exprimés pour approuver le projet commun

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par la Commission.)

Amendements à un texte législatif

Dans les amendements du Parlement, les modifications souhaitées sont indiquées en ***gras et italique***. Le marquage en *italique maigre* est une indication à l'intention des services techniques qui concerne des éléments du texte législatif pour lesquels une correction est proposée en vue de l'élaboration du texte final (par exemple éléments manifestement erronés ou manquants dans une version linguistique). Ces suggestions de correction sont subordonnées à l'accord des services techniques concernés.

SOMMAIRE

	Page
PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN	5
EXPOSÉ DES MOTIFS	26
PROCÉDURE.....	29

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE
(9948/2/2007 – C6-0315/2007 – 2002/0222(COD))

(Procédure de codécision: deuxième lecture)

Le Parlement européen,

- vu la position commune du Conseil (9948/2/2007 – C6-0315/2007),
 - vu sa position en première lecture¹ sur la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(2002)0443)²,
 - vu les propositions modifiées de la Commission (COM(2004)0747 et COM(2005)0483),
 - vu l'article 251, paragraphe 2, du traité CE,
 - vu l'article 62 de son règlement,
 - vu la recommandation pour la deuxième lecture de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (A6-0504/2007),
1. approuve la position commune telle qu'amendée;
 2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission.

Position commune du Conseil

Amendements du Parlement

Amendement 1 Considérant 10

(10) Les définitions contenues dans la présente directive déterminent la portée de l'harmonisation. L'obligation qui incombe aux États membres de mettre en œuvre les dispositions de la présente directive devrait, dès lors, être limitée au champ d'application de la présente directive, tel qu'il résulte de ces définitions. Toutefois, la présente

(10) Les définitions contenues dans la présente directive déterminent la portée de l'harmonisation. L'obligation qui incombe aux États membres de mettre en œuvre les dispositions de la présente directive devrait, dès lors, être limitée au champ d'application de la présente directive, tel qu'il résulte de ces définitions. Toutefois, la présente

¹ JO C 104 E du 30.4.2004, p. 233.

² JO C 331 E du 31.12.2002, p. 200.

directive devrait être sans préjudice de l'application par les États membres, conformément au droit communautaire, des dispositions de la présente directive à des domaines qui ne relèvent pas de son champ d'application. Dès lors, un État membre pourrait maintenir ou introduire des dispositions nationales correspondant aux dispositions de la présente directive ou à certaines de ses dispositions pour les contrats de crédit n'entrant pas dans le champ d'application de la présente directive, par exemple les contrats de crédit dont le montant est inférieur à 200 EUR ou supérieur à **100 000 EUR**. En outre, les États membres pourraient également appliquer les dispositions de la présente directive au crédit lié qui ne relève pas de la définition du contrat de crédit lié figurant dans la présente directive. Par conséquent, les dispositions sur le contrat de crédit lié pourraient être appliquées aux contrats de crédit qui ne servent qu'en partie à financer un contrat relatif à la fourniture de biens ou la prestation de services.

directive devrait être sans préjudice de l'application par les États membres, conformément au droit communautaire, des dispositions de la présente directive à des domaines qui ne relèvent pas de son champ d'application. Dès lors, un État membre pourrait maintenir ou introduire des dispositions nationales correspondant aux dispositions de la présente directive ou à certaines de ses dispositions pour les contrats de crédit n'entrant pas dans le champ d'application de la présente directive, par exemple les contrats de crédit dont le montant est inférieur à 200 EUR ou supérieur à **50 000 EUR**. En outre, les États membres pourraient également appliquer les dispositions de la présente directive au crédit lié qui ne relève pas de la définition du contrat de crédit lié figurant dans la présente directive. Par conséquent, les dispositions sur le contrat de crédit lié pourraient être appliquées aux contrats de crédit qui ne servent qu'en partie à financer un contrat relatif à la fourniture de biens ou la prestation de services.

Justification

Les crédits qui dépassent 50 000 euros sont rarement des crédits à la consommation typiques, le plafond devrait donc être abaissé. Maintenir le seuil à 200 euros permet de couvrir les prêts par SMS. Ce nouveau type de prêts rapides est devenu en peu de temps un problème important en particulier pour les adolescents en Suède. Ils peuvent être obtenus par téléphone et, en principe, l'argent arrive sur le compte du demandeur dans le quart d'heure. Considérant la possibilité que cette forme de prêts se répande en Europe, ainsi que les difficultés financières qu'ils ont créées pour les adolescents, il serait opportun de maintenir le seuil à 200 euros. Cf. article 2, paragraphe 2, point c).

Amendement 2 **Considérant 12 bis (nouveau)**

(12 bis) La présente directive ne s'applique pas à certains types de contrats de crédit, tels que les cartes à débit différé, qui n'imposent pas d'intérêts, en dehors du non-respect de leurs clauses, et qui donnent uniquement lieu au prélèvement de

rémunérations de service fixes qui ne varient pas en proportion des montants dépensés au moyen de ces cartes. Les États membres devraient être à même de maintenir ou d'introduire des dispositions nationales distinctes pour ces contrats de crédit.

Justification

Les cartes à débit différé ne sont pas, au sens strict, de véritables instruments de crédit mais plutôt des instruments de paiement différé du client à l'émetteur. Ce dernier paie le fournisseur pour le compte du client et le client rembourse l'émetteur en totalité, sur une base mensuelle, à la réception de son relevé de compte. En outre, les cartes à paiement différé appliquent uniquement des frais fixes qui ne varient pas en fonction des montants dépensés au moyen de ces cartes.

Amendement 3 Considérant 18

(18) Il convient, pour que le consommateur puisse prendre sa décision en pleine connaissance de cause, que celui-ci reçoive, préalablement à la conclusion du contrat de crédit, des informations adéquates sur les conditions et le coût du crédit, ainsi que sur ses obligations. Afin d'assurer une transparence aussi complète que possible et pour permettre la comparabilité des offres, ces informations devraient comporter, notamment, le taux annuel effectif global afférent au crédit, établi de la même manière dans toute la Communauté. Le taux annuel effectif global ne pouvant à ce stade être indiqué que par un exemple, celui-ci devrait être représentatif. Par conséquent, il devrait correspondre par exemple à la durée moyenne et au montant total du crédit accordé pour le type de contrat de crédit concerné et, le cas échéant, aux biens achetés. L'élaboration de l'exemple représentatif devrait également tenir compte de la fréquence de certains types de contrat de crédit sur un marché donné. Pour fixer le taux débiteur, la périodicité

(18) Il convient, pour que le consommateur puisse prendre sa décision en pleine connaissance de cause, que celui-ci reçoive, préalablement à la conclusion du contrat de crédit des informations adéquates – ***qu'il peut, le cas échéant, emporter et examiner*** – sur les conditions et le coût du crédit, ainsi que sur ses obligations. Afin d'assurer une transparence aussi complète que possible et pour permettre la comparabilité des offres, ces informations devraient comporter, notamment, le taux annuel effectif global afférent au crédit, établi de la même manière dans toute la Communauté. Le taux annuel effectif global ne pouvant à ce stade être indiqué que par un exemple, celui-ci devrait être représentatif. Par conséquent, il devrait correspondre par exemple à la durée moyenne et au montant total du crédit accordé pour le type de contrat de crédit concerné et, le cas échéant, aux biens achetés. L'élaboration de l'exemple représentatif devrait également tenir compte de la fréquence de certains types de contrat de crédit sur un

des remboursements et la capitalisation des intérêts, les prêteurs devraient recourir à la méthode de calcul qu'ils utilisent habituellement pour le crédit à la consommation en question.

marché donné. Pour fixer le taux débiteur, la périodicité des remboursements et la capitalisation des intérêts, les prêteurs devraient recourir à la méthode de calcul qu'ils utilisent habituellement pour le crédit à la consommation en question.

Amendement 4
Considérant 37 bis (nouveau)

(37 bis) Lorsque, dans le cadre du droit national, le prêteur peut exiger une indemnité, et qu'il exerce cette possibilité, il en informe le consommateur.

Amendement 5
Article 2, paragraphe 2, point c)

c) aux contrats de crédit dont le montant total du crédit est inférieur à 200 EUR ou supérieur à **100 000 EUR**;

c) aux contrats de crédit dont le montant total du crédit est inférieur à 200 EUR ou supérieur à **50 000 EUR**;

Justification

Il convient d'exclure du champ d'application les montants inférieurs à 500 euros. Pour les petits crédits, les coûts liés aux règles législatives ont des répercussions considérables. Les États membres peuvent sans problème tenir compte des situations différentes en termes de revenus et de conditions de vie en soumettant des montants inférieurs aux dispositions législatives lors de la transposition. Les crédits dépassant 50 000 euros n'ont pas le caractère de crédits aux consommateurs typiques.

Amendement 6
Article 2, paragraphe 3

3. Seuls les articles 1, 2 et 3, l'article 4, paragraphe 1, l'article 4, paragraphe 2, **points a) à e)**, l'article 4, paragraphe 4, les articles 6 à 9, l'article 10, **paragraphe 1, l'article 10, paragraphe 2, points a) à g), l'article 10, paragraphe 2, point l), point p), points r) à u) et paragraphe 3**, les articles 12 et 15, **l'article 16, paragraphe 1, première phrase**,

3. Seuls les articles 1, 2 et 3, l'article 4, paragraphe 1, l'article 4, paragraphe 2, **points a) à c)**, l'article 4, paragraphe 4, les articles 6 à 9, l'article 10, **paragraphes 1, 3 et 4**, les articles 12, 15, 17 et les articles 19 à 32 s'appliquent aux contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximum de

l'article 17 et les articles 19 à 32 s'appliquent aux contrats de crédit prévoyant l'octroi de crédit sous la forme d'une facilité de découvert remboursable à la demande ou dans un délai maximum de trois mois.

trois mois.

Les informations qui doivent figurer dans ces contrats de crédit portent également sur les frais applicables dès la conclusion du contrat et, le cas échéant, sur les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés.

Justification

Adaptation aux amendements suivants. Le deuxième alinéa n'a pas sa place à l'article 2 de la directive.

Amendement 7 Article 3, point i)

i) "taux annuel effectif global": le coût total du crédit pour le consommateur, exprimé en pourcentage annuel du montant total du crédit;

i) "taux annuel effectif global": le coût total du crédit pour le consommateur, exprimé en pourcentage annuel du montant total du crédit, ***en tenant compte, le cas échéant, des frais visés à l'article 19, paragraphe 2;***

Justification

Clarification.

Amendement 8 Article 3, point n) i)

i) le crédit en question sert exclusivement à financer un contrat relatif à la fourniture de biens donnés ou la prestation de services particuliers, et

i) le crédit en question sert exclusivement à financer un contrat relatif à la fourniture de biens donnés ou la prestation de services particuliers, ***qui sont spécifiés explicitement dans le contrat de crédit,*** et

Justification

Le texte de la position commune du Conseil est ambigu et crée une incertitude juridique quant à savoir quels contrats sont à considérer comme liés et, par conséquent, dans quels cas le consommateur peut bénéficier de la protection apportée par la directive en la matière. Le

présent amendement précise qu'un lien exclusif doit être identifié dans le contrat de crédit lui-même entre le contrat de crédit et la fourniture de biens ou de services spécifiques. Pour la raison susmentionnée, il importe d'assurer la sécurité juridique pour le consommateur, en délimitant les éléments qui définissent un contrat de crédit lié, sans introduire le risque de susciter des interprétations différentes par les États membres, et des degrés différents de protection des consommateurs.

Amendement 9
Article 4, paragraphes 1 et 2

1. Toute publicité concernant les contrats de crédit qui indique un taux d'intérêt ou des chiffres liés au coût du crédit pour le consommateur contient des informations de base conformes au présent article. Cette obligation ne s'applique pas lorsque la législation nationale oblige d'indiquer le taux annuel effectif global dans la publicité concernant les contrats de crédit qui n'indiquent pas un taux d'intérêt ou des chiffres concernant le coût du crédit pour le consommateur.

2. Les informations de base mentionnent, ***dans l'ordre suivant, et*** de façon claire, concise et visible, à l'aide d'un exemple représentatif:

- a) le taux débiteur, fixe ***ou*** variable, ***ou, le cas échéant, les deux, accompagnés*** d'informations relatives à tous les frais ***applicables***;
- b) le montant total du crédit;
- c) le taux annuel effectif global; pour les contrats de crédit visés à l'article 2, paragraphe 3, les États membres peuvent décider de ne pas prévoir de taux annuel effectif global;
- d) la durée du contrat de crédit;
- e) s'il s'agit d'un crédit accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, le prix au comptant et le montant de tout acompte, et
- f) le cas échéant, le montant total dû par le

1. Toute publicité concernant les contrats de crédit qui indique un taux d'intérêt ou des chiffres liés au coût du crédit pour le consommateur contient des informations de base conformes au présent article. Cette obligation ne s'applique pas lorsque la législation nationale oblige d'indiquer le taux annuel effectif global dans la publicité concernant les contrats de crédit qui n'indiquent pas un taux d'intérêt ou des chiffres concernant le coût du crédit pour le consommateur ***et ne mentionnent aucun autre coût au sens du paragraphe 1.***

2. Les informations de base mentionnent de façon claire, concise et visible, à l'aide d'un exemple représentatif:

- a) le taux débiteur, fixe ***et/ou*** variable, ***accompagné*** d'informations relatives à tous les frais ***compris dans le coût total du crédit pour le consommateur***;
- b) ***le cas échéant***, le montant total du crédit;
- c) le taux annuel effectif global; pour les contrats de crédit visés à l'article 2,
- d) ***le cas échéant***, la durée du contrat de crédit;
- e) s'il s'agit d'un crédit accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, le prix au comptant et le montant de tout acompte, et
- f) le cas échéant, le montant total dû par le

consommateur et le montant des versements échelonnés.

consommateur et le montant des versements échelonnés.

Amendement 10
Article 5, paragraphe 1, alinéa 1

1. Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat ou une offre de crédit, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent *en temps utile*, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, le cas échéant, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison des différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur la conclusion d'un contrat de crédit. Ces informations, sur un support papier ou sur un autre support durable, sont fournies à l'aide des "informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs" qui figurent à l'annexe II. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la directive 2002/65/CE, s'il a fourni les "informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs".

1. Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat ou une offre de crédit, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, le cas échéant, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison des différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur la conclusion d'un contrat de crédit. Ces informations, sur un support papier ou sur un autre support durable, sont fournies à l'aide des "informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs" qui figurent à l'annexe II. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la directive 2002/65/CE, s'il a fourni les "informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs".

Amendement 11
Article 5, paragraphe 3

3. Lorsque le contrat a été conclu, à la demande du consommateur, en recourant à un moyen de communication à distance qui ne permet pas de fournir les informations requises conformément au paragraphe 1, notamment dans le cas visé au paragraphe 2, le prêteur fournit au consommateur la totalité des "informations normalisées européennes en matière de crédit aux

3. Lorsque le contrat a été conclu, à la demande du consommateur, en recourant à un moyen de communication à distance qui ne permet pas de fournir les informations requises conformément au paragraphe 1, notamment dans le cas visé au paragraphe 2, le prêteur fournit au consommateur la totalité des *informations précontractuelles par le biais du formulaire concernant les*

consommateurs" immédiatement après la conclusion du contrat de crédit.

"informations normalisées européennes en matière de crédit aux consommateurs" immédiatement après la conclusion du contrat de crédit.

Amendement 12

Article 6, paragraphe 1, alinéa 1

1. ***En temps utile avant*** que le consommateur ne soit lié par un contrat de crédit ou une offre concernant un contrat de crédit visé à l'article 2, paragraphes 3, 5 ou 6, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, s'il y a lieu, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison de différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur une éventuelle conclusion d'un contrat de crédit.

1. ***Avant*** que le consommateur ne soit lié par un contrat de crédit ou une offre concernant un contrat de crédit visé à l'article 2, paragraphes 3, 5 ou 6, le prêteur et, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit, lui donnent, sur la base des clauses et conditions du crédit proposé par le prêteur et, s'il y a lieu, des préférences exprimées par le consommateur et des informations fournies par ce dernier, les informations nécessaires à la comparaison de différentes offres pour prendre une décision en connaissance de cause sur une éventuelle conclusion d'un contrat de crédit.

Amendement 13

Article 6, paragraphe 1, point e)

e) si le crédit est accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, ce bien ou service et son prix au comptant;

supprimé

Amendement 14

Article 6, paragraphe 1, point i)

i) le cas échéant, une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur de rembourser le montant total du crédit;

i) ***pour les contrats de crédit visés à l'article 2, paragraphe 3,*** le cas échéant, une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur

de rembourser le montant total du crédit;

Amendement 15
Article 6, paragraphe 1, point l)

<i>l) le droit du consommateur de se voir remettre, sur demande et sans frais, un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec le consommateur;</i>	<i>supprimé</i>
---	------------------------

Amendement 16
Article 6, paragraphe 1, point m)

<i>m) les conditions et la procédure à respecter pour les remboursements, et</i>	<i>supprimé</i>
---	------------------------

Amendement 17
Article 6, paragraphe 1, point m bis) (nouveau)

m bis) pour les contrats de crédit conclus conformément à l'article 2, paragraphe 3, portant sur les frais applicables dès la conclusion du contrat et, le cas échéant, sur les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés;

Amendement 18
Article 6, paragraphe 1, alinéa 3

Ces informations sont fournies sur un support papier ou sur un autre support durable. Elles peuvent être fournies à l'aide des "informations européennes en matière de crédit aux consommateurs", qui figure à l'annexe III. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent paragraphe et à l'article 3, paragraphes 1 et

Ces informations sont fournies sur un support papier ou sur un autre support durable ***et elles ont toutes la même visibilité.*** Elles peuvent être fournies à l'aide des "informations européennes en matière de crédit aux consommateurs", qui figure à l'annexe III. Le prêteur est réputé avoir respecté les exigences en matière d'information prévues par le présent

2, de la directive 2002/65/CE, s'il a fourni les informations européennes en matière de crédit aux consommateurs.

paragraphe et à l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la directive 2002/65/CE, s'il a fourni les informations européennes en matière de crédit aux consommateurs.

Justification

La protection des consommateurs exige que le prêteur qui n'utilise pas les formulaires d'information standards veille à bien mettre en évidence toutes les informations essentielles en les distinguant nettement des autres informations d'importance moindre.

Amendement 19

Article 7

Les articles 5 et 6 ne s'appliquent pas aux fournisseurs de biens ou aux prestataires de services agissant en qualité d'intermédiaires de crédit à titre accessoire. La présente disposition ne porte pas atteinte à l'obligation du prêteur de veiller à ce que le consommateur reçoive les informations précontractuelles visées auxdits articles.

Les articles 5 et 6 ne s'appliquent pas:

a) aux fournisseurs de biens ou aux prestataires de services agissant en qualité d'intermédiaires de crédit à titre accessoire; ou

b) aux intermédiaires de crédit lorsque le prêteur assume la responsabilité (soit dans la pratique, soit en droit) pour la conduite de l'intermédiaire de crédit vis-à-vis du consommateur en rapport avec le crédit.

La présente disposition ne porte pas atteinte à l'obligation du prêteur de veiller à ce que le consommateur reçoive les informations précontractuelles visées auxdits articles.

Justification

L'amendement vise à empêcher que des charges disproportionnées grèvent les activités d'intermédiation de petite dimension, en particulier la vente par correspondance et les crédits à échéances hebdomadaires. Il n'affecte en rien les règles détaillées énoncées à l'article 21.

Amendement 20

Article 8, paragraphes 1 et 2

1. **Avant** de conclure le contrat de crédit, le prêteur évalue la solvabilité du consommateur, à partir *sur* d'un nombre suffisant d'informations, fournies, le cas échéant, par ce dernier et, si nécessaire, en consultant la base de données appropriée.

2. **Si** les parties conviennent d'un commun accord de modifier le montant total du crédit après la conclusion du contrat, le prêteur **est** tenu de mettre à jour les informations financières dont il dispose concernant le consommateur et d'évaluer la solvabilité de celui-ci avant toute augmentation significative du montant total du crédit.

1. **Conformément à l'article 20, les États membres veillent à ce que, avant** de conclure le contrat de crédit, le prêteur évalue la solvabilité du consommateur, à partir d'un nombre suffisant d'informations, fournies, le cas échéant, par ce dernier et, si nécessaire, en consultant la base de données appropriée. **Les États membres dont la législation prévoit l'évaluation obligatoire par le prêteur de la solvabilité du consommateur sur la base d'une consultation de la base de données appropriée peuvent maintenir cette obligation.**

2. **Les États membres veillent à ce que, si** les parties conviennent d'un commun accord de modifier le montant total du crédit après la conclusion du contrat, le prêteur **soit** tenu de mettre à jour les informations financières dont il dispose concernant le consommateur et d'évaluer la solvabilité de celui-ci avant toute augmentation significative du montant total du crédit.

Justification

Conformément au considérant 25, les États membres ont besoin de souplesse lorsqu'il s'agit de promouvoir des pratiques responsables sur les marchés du crédit.

Amendement 21 Article 9, paragraphe 2

2. Si le rejet d'une demande de crédit se fonde sur la consultation d'une base de données, le prêteur informe le consommateur sans délai et sans frais du résultat de cette consultation et de l'identité de la base de données consultée, à moins que **la communication de ce type d'informations** ne soit interdite par une autre législation communautaire ou ne soit contraire aux objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

2. Si le rejet d'une demande de crédit se fonde sur la consultation d'une base de données, le prêteur informe le consommateur sans délai et sans frais du résultat de cette consultation et de l'identité de la base de données consultée.

Si l'acceptation d'une demande de crédit se fonde sur la consultation d'une base de données, le prêteur informe le

consommateur, à sa demande et sans frais, du résultat de cette consultation et de l'identité de la base de données consultée.

Dans ces deux cas et lorsque l'évaluation et la décision sont uniquement ou essentiellement automatisées, le consommateur se voit accorder, à sa demande, la possibilité de vérifier et de corriger toute donnée sous-jacente erronée.

Les informations visées aux alinéas précédents sont communiquées, à moins que cette communication ne soit interdite par une autre législation communautaire ou ne soit contraire aux objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

Amendement 22
Article 10, paragraphe 2, point e)

e) si le crédit est accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, ce produit ou service et son prix au comptant;

e) si le crédit est accordé sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service donné, ***ou dans le cas des contrats de crédit lié***, ce produit ou service et son prix au comptant;

Amendement 23
Article 10, paragraphe 2, point i)

i) en cas d'amortissement du capital d'un contrat de crédit à durée fixe, un relevé, sous la forme d'un tableau d'amortissement, des paiements dus ainsi que les périodes et conditions de paiement de ces montants; ce tableau indique la ventilation de chaque remboursement entre l'amortissement du capital, les intérêts calculés sur la base du taux débiteur et, le cas échéant, les coûts additionnels; si le taux d'intérêt n'est pas fixe ou si les coûts additionnels peuvent être modifiés en vertu du contrat de crédit, le tableau d'amortissement indique de manière claire et concise que les données

i) ***à la demande du consommateur***, en cas d'amortissement du capital d'un contrat de crédit à durée fixe, un relevé, sous la forme d'un tableau d'amortissement, des paiements dus ainsi que les périodes et conditions de paiement de ces montants; ce tableau indique la ventilation de chaque remboursement entre l'amortissement du capital, les intérêts calculés sur la base du taux débiteur et, le cas échéant, les coûts additionnels; si le taux d'intérêt n'est pas fixe ou si les coûts additionnels peuvent être modifiés en vertu du contrat de crédit, le tableau d'amortissement indique de manière

mentionnées dans le tableau ne seront valables que jusqu'à la modification suivante du taux débiteur ou des coûts additionnels conformément au contrat de crédit;

claire et concise que les données mentionnées dans le tableau ne seront valables que jusqu'à la modification suivante du taux débiteur ou des coûts additionnels conformément au contrat de crédit;

Justification

Ces tableaux, parfois longs de 30 pages voire plus, s'ajoutent aux autres informations fournies au consommateur et risquent de le distraire des informations essentielles les plus importantes. Néanmoins, le consommateur devrait toujours avoir la possibilité de choisir de les recevoir.

Amendement 24

Article 10, paragraphe 2, point m bis) (nouveau)

m bis) le cas échéant, l'existence de frais de notaire.

Amendement 25

Article 10, paragraphe 3 bis (nouveau)

3 bis. Pour les contrats de crédit accordés sous la forme d'une facilité de découvert conformément à l'article 2, paragraphe 3, les informations suivantes sont fournies, de façon claire et concise:

a) le type de crédit;

b) l'identité et l'adresse des parties contractuelles ainsi que, le cas échéant, l'identité et l'adresse de l'intermédiaire de crédit concerné;

c) la durée du contrat de crédit;

d) le montant maximal du crédit et les conditions de prélèvement;

e) le taux débiteur, les conditions applicables à ce taux et, si disponible, tout indice ou taux de référence qui se rapporte au taux initial débiteur, ainsi que les périodes, conditions et procédures d'adaptation du taux. Si différents taux débiteurs s'appliquent en fonction des circonstances, les informations

susmentionnées portent sur tous les taux applicables;

f) le taux annuel effectif global et le coût total dû par le consommateur. Il convient de fournir toutes les hypothèses utilisées pour calculer ce taux, conformément à l'article 19, paragraphe 2, en liaison avec l'article 3, points g) et i). Les États membres peuvent prévoir que les contrats de crédit au sens de l'article 2, paragraphe 3, ne doivent pas mentionner le taux annuel effectif global.

g) une indication selon laquelle il peut être demandé à tout moment au consommateur de rembourser le montant total du crédit;

h) la procédure à suivre pour exercer le droit de résiliation du contrat de crédit;

i) les informations portant sur les frais applicables dès la conclusion du contrat et, le cas échéant, sur les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés.

Amendement 26
Article 12, titre

Contrat de crédit prenant la forme d'une facilité de découvert

Obligations relatives aux contrats de crédit prenant la forme d'une facilité de découvert

Amendement 27
Article 13, paragraphe 1

1. Le consommateur peut procéder à tout moment et sans frais à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée, à moins que les parties n'aient convenu d'un délai de préavis. ***Ce délai ne peut être supérieur à un mois.***

Si le contrat de crédit le prévoit, le prêteur peut procéder à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée en

1. Le consommateur peut procéder à tout moment et sans frais à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée, à moins que les parties n'aient convenu d'un délai de préavis.

Si le contrat de crédit le prévoit, le prêteur peut procéder à la résiliation type d'un contrat de crédit à durée indéterminée en

donnant au consommateur un préavis d'au moins deux mois établi sur un support papier ou sur un autre support durable.

donnant au consommateur un préavis d'au moins deux mois établi sur un support papier ou sur un autre support durable. ***Ce délai ne peut être supérieur à un mois.***

Justification

Destiné à faciliter la compréhension.

Amendement 28

Article 14, paragraphe 1, alinéa 1

1. Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours calendaires pour se rétracter dans le cadre du contrat de crédit sans donner de motif.

1. Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours calendaires pour se rétracter dans le cadre du contrat de crédit sans donner de motif. ***Dans le cas d'un contrat de crédit lié au sens de l'article 3, point n), ce délai peut être ramené à un minimum de trois jours calendaires, à la demande du consommateur, lorsque ce dernier souhaite bénéficier plus rapidement de la livraison d'un bien ou d'un service financé par un crédit.***

Lorsque la livraison ou la date du début de la prestation est postérieure à la fin de la période convenue, celle-ci se termine à la date de livraison du bien ou de début de la prestation, sans excéder quatorze jours calendaires.

Amendement 29

Article 16, paragraphes 2, 3 et 4

2. Le prêteur ***a*** droit à une indemnité pour les coûts éventuels liés directement au remboursement anticipé du crédit, ***à condition que le remboursement anticipé intervienne pendant une période à taux fixe et que le prêteur prouve que, à la date du remboursement anticipé, le taux de référence appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente***

2. Le prêteur ***peut, en application du droit national, avoir*** droit à une indemnité ***équitable et objectivement justifiée*** pour les coûts éventuels liés directement au remboursement anticipé du crédit.

effectuée avant le premier jour calendaire du semestre en question est inférieur au taux en vigueur à la date de conclusion du contrat de crédit. Pour un État membre qui ne participe pas à la troisième phase de l'Union économique et monétaire, le taux de référence est le taux directeur équivalent fixé par sa banque centrale.

Cette indemnité est fixée par le prêteur et ne peut dépasser 1 % du montant du crédit faisant l'objet du remboursement anticipé si le délai entre le remboursement anticipé et la résiliation du contrat de crédit prévue dans ce dernier est supérieur à un an. Si le délai ne dépasse pas un an, l'indemnité ne peut pas dépasser 0,5 % du montant du crédit faisant l'objet d'un remboursement anticipé.

L'indemnité ne dépasse pas le montant des intérêts que le consommateur aurait versés pendant le délai entre le remboursement anticipé et l'expiration du contrat de crédit prévue par ce dernier.

3. Aucune indemnité n'est réclamée au consommateur:

a) si le remboursement anticipé a été effectué en exécution d'un contrat d'assurance destiné à garantir le remboursement du crédit;

b) en cas de facilité de découvert, **ou**

c) si le remboursement anticipé intervient dans une période pour laquelle le taux débiteur n'est pas fixe.

4. Les États membres peuvent disposer qu'une telle indemnité peut être réclamée par le prêteur, à la seule condition que le montant du remboursement anticipé dépasse le seuil défini par la loi nationale. Ce seuil ne peut pas dépasser 10 000 EUR au cours d'une période de douze mois.

L'indemnité ne dépasse pas le montant des intérêts que le consommateur aurait versés pendant le délai entre le remboursement anticipé et l'expiration du contrat de crédit prévue par ce dernier.

3. Aucune indemnité n'est réclamée au consommateur:

a) si le remboursement anticipé a été effectué en exécution d'un contrat d'assurance destiné à garantir le remboursement du crédit; **ou**

b) en cas de facilité de découvert.

Amendement 30
Article 19, paragraphe 2, alinéa 2

Les frais de tenue d'un compte sur lequel sont portés tant les opérations de paiement que les prélèvements ("drawdowns"), les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant d'effectuer à la fois des opérations de paiement et des prélèvements ("drawdowns") ainsi que d'autres frais relatifs aux opérations de paiement sont inclus dans le coût total du crédit pour le consommateur, sauf si l'ouverture du compte est facultative et que les frais liés au compte ont été indiqués de manière claire et distincte dans le contrat de crédit ou tout autre contrat conclu avec le consommateur.

Les frais de tenue d'un compte sur lequel sont portés tant les opérations de paiement que les prélèvements ("drawdowns"), les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant d'effectuer à la fois des opérations de paiement et des prélèvements ("drawdowns") ainsi que d'autres frais relatifs aux opérations de paiement sont inclus dans le coût total du crédit pour le consommateur, sauf si ***le compte n'a pas été ouvert en liaison avec le crédit,*** l'ouverture du compte est facultative et que les frais liés au compte ont été indiqués de manière claire et distincte dans le contrat de crédit ou tout autre contrat conclu avec le consommateur.

Amendement 31
Article 21, point b) ii)

ii) l'intermédiaire de crédit ***n'est pas rémunéré par le prêteur;***

ii) ***toute rémunération versée à l'intermédiaire de crédit pour ses services est transparente et portée à la connaissance du consommateur,***

Justification

Cet amendement vise à faire en sorte que les intermédiaires agissent dans la transparence tout en préservant la souplesse nécessaire pour répartir les coûts entre consommateurs et prêteurs.

Amendement 32
Article 21, point b) iii)

iii) ***le contrat de crédit pour lequel il est intervenu a été effectivement conclu;***

supprimé

Justification

Cette condition introduit un risque de subvention croisée, dans la mesure où les consommateurs qui concluent un contrat de crédit pourraient avoir à payer davantage pour les services d'un intermédiaire afin de compenser ceux qui ne concluent pas de contrat. En

outré, un intermédiaire qui ne serait pas en mesure de récupérer une partie de ses frais lorsque le contrat n'est pas conclu, pourrait être amené à faire pression sur le consommateur pour qu'il conclue le contrat. Toutefois, les États membres devraient avoir la possibilité de limiter les montants demandés par les intermédiaires afin d'empêcher que le consommateur n'ait à payer des sommes disproportionnées pour les conseils d'un intermédiaire lorsqu'aucun contrat n'est conclu.

Amendement 33
Article 21, paragraphe 2 (nouveau)

2. Les États membres peuvent restreindre le montant demandé par les intermédiaires en rémunération de leurs services dans les cas où le contrat n'est pas conclu;

Justification

Cette condition introduit un risque de subvention croisée, dans la mesure où les consommateurs qui concluent un contrat de crédit pourraient avoir à payer davantage pour les services d'un intermédiaire afin de compenser ceux qui ne concluent pas de contrat. En outre, un intermédiaire qui ne serait pas en mesure de récupérer une partie de ses frais lorsque le contrat n'est pas conclu, pourrait être amené à faire pression sur le consommateur pour qu'il conclue le contrat. Toutefois, les États membres devraient avoir la possibilité de limiter les montants demandés par les intermédiaires afin d'empêcher que le consommateur n'ait à payer des sommes disproportionnées pour les conseils d'un intermédiaire lorsqu'aucun contrat n'est conclu.

Amendement 34
Annexe I, partie II, point b)

b) Si un contrat de crédit offre au consommateur différentes possibilités quant au prélèvement ("drawdown") de crédit, assorties de frais ou de taux débiteurs différents, le montant total du crédit est réputé prélevé ("drawn down") au taux débiteur le plus élevé et avec les frais les plus élevés.

b) Si un contrat de crédit offre au consommateur différentes possibilités quant au prélèvement ("drawdown") de crédit, assorties de frais ou de taux débiteurs différents, le montant total du crédit est réputé prélevé ("drawn down") au taux débiteur le plus élevé et avec les frais les plus élevés ***dans la catégorie d'opérations la plus fréquemment utilisée dans ce type de contrat de crédit.***

Justification

Les frais les plus élevés pour les opérations par carte de crédit sont appliqués aux avances, or, la plupart des opérations réglées par carte de crédit sont des opérations effectuées dans

des points de vente. Appliquer les frais les plus élevés serait donc trompeur.

Amendement 35
Annexe I, partie II, point d)

d) Si aucun échéancier n'est fixé pour le remboursement ***et qu'il ne ressort pas des clauses du contrat de crédit et du moyen de paiement du crédit octroyé, la durée du crédit est réputée fixée à un an et le montant du crédit est supposé être remboursé en douze mensualités égales de capital.***

d) Si aucun échéancier n'est fixé pour le remboursement:

i) le crédit est réputé être octroyé pour une durée d'un an à compter de la date pertinente; et

ii) le montant du crédit est supposé être remboursé en douze mensualités égales, à compter du mois suivant la date pertinente;

Justification

Déterminer si un échéancier résulte ou non du contrat est sujet à interprétation subjective. L'amendement vise donc à faire en sorte que le TAEG soit toujours calculé sur la base des mêmes hypothèses pour ce qui est de l'échéancier de façon que le consommateur puisse effectivement comparer des offres de crédit transfrontalier.

Amendement 36
Annexe I, partie II, point g)

g) Si le plafond du crédit n'a pas encore été arrêté, le plafond est supposé être de ***1 000 EUR.***

g) Si le plafond du crédit n'a pas encore été arrêté, le plafond est supposé être de ***2 500 EUR ou équivaloir au montant minimum de crédit offert pour le produit en question;***

Justification

Le plafond de 2 500 EUR correspond mieux aux crédits classiques. Il existe aussi des crédits auxquels s'appliquent des plafonds nettement supérieurs pour lesquels des calculs sur la base de plafonds moindres induiraient le consommateur en erreur.

Amendement 37
Annexe II, point 4, ligne 2, colonne de gauche

Remboursement anticipé

Vous avez le droit de procéder à tout moment au remboursement anticipé, total ou partiel, du crédit.

Le cas échéant

Le prêteur a droit à une indemnité en cas de remboursement anticipé

Remboursement anticipé

Vous avez le droit de procéder à tout moment au remboursement anticipé, total ou partiel, du crédit.

Le cas échéant

Mention d'une indemnité à échoir.

Amendement 38
Annexe II, point 4, ligne 2, colonne de droite

[Fixation de l'indemnité (méthode de calcul) conformément aux dispositions de mise en œuvre de l'article 16, paragraphe 2, de la directive 2007/.../CE *]

supprimé

Amendement 39
Annexe II, point 4, ligne 3, colonne de gauche

Consultation d'une base de données

Le prêteur doit vous informer immédiatement et sans frais du résultat de la consultation d'une base de données si une demande de crédit est rejetée en se fondant sur une telle consultation. Cela ne s'applique pas si la communication de ces informations est interdite par la législation communautaire ou si elle est contraire aux objectifs d'ordre public ou de sécurité publique.

Consultation d'une base de données

Consentement du consommateur

Amendement 40
Annexe III, point 2, ligne 4, colonne de gauche

Comment et à quel moment devrez-vous rembourser le crédit?

supprimé

Amendement 41
Annexe III, point 2, ligne 6, colonne de gauche

<i>Le cas échéant</i>	<i>supprimé</i>
<i>Le crédit est consenti sous la forme d'un délai de paiement pour un bien ou un service</i>	
<i>Nom du bien/service</i>	
<i>Prix au comptant</i>	

Amendement 42
Annexe III, point 4, ligne 3, colonne de gauche

<i>Droit à un projet de contrat de crédit</i>	<i>supprimé</i>
<i>Vous avez le droit d'obtenir gratuitement, sur demande, un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec vous.</i>	

Amendement 43
Annexe III, point 5, ligne 4, colonne de gauche

<i>Le cas échéant</i>	<i>Le cas échéant</i>
<i>Le prêteur a droit à une indemnité en cas de remboursement anticipé.</i>	<i>Mention d'une indemnité à échoir.</i>

Amendement 44
Annexe III, point 5, ligne 4, colonne de droite

<i>[Fixation de l'indemnité (méthode de calcul) conformément aux dispositions de mise en œuvre de l'article 16, paragraphe 2, de la directive 2007/.../CE*]</i>	<i>supprimé</i>
--	------------------------

EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans la vie économique, les crédits à la consommation destinés au financement de biens ou de services ne sont plus à écarter. Ils représentent une partie importante du produit intérieur brut en Europe et des disparités notables existent d'un État membre à l'autre. Malgré une interdépendance économique croissante, une monnaie unique et des améliorations importantes en ce qui concerne les modalités relatives aux paiements transfrontaliers, les marchés demeurent essentiellement confinés dans les frontières nationales et les crédits transfrontaliers sont rares. Les raisons à cet état de fait sont multiples et doivent trouver principalement leur origine dans la diversité des habitudes et des cultures financières nationales, ainsi que dans les barrières linguistiques.

L'ouverture des marchés nationaux dans le secteur économique important que constitue le crédit à la consommation, le renforcement de la concurrence et l'optimisation du marché intérieur sont une mission politique de l'Union européenne et servent les intérêts des consommateurs et des prêteurs.

Un cadre juridique européen commun en vue de la protection du consommateur peut contribuer à cette mission, même si les entraves de nature juridique et pratique demeurent et que le droit n'est pas le facteur décisif dans le domaine du crédit transfrontalier à la consommation.

À l'heure actuelle, le cadre juridique européen est défini par la directive 87/102/CEE. Celle-ci ne comprend que des normes minimales. Le développement ultérieur de ce domaine juridique a connu des avatars extrêmement divergents dans les États membres, d'où l'existence d'obstacles au sein du marché intérieur.

Une uniformisation complète des prescriptions juridiques n'est toutefois pas la panacée.

Le droit de la consommation doit être souple. En présence de données distinctes, y compris également de risques différents pour les consommateurs, il doit être possible de réagir selon des règles juridiques différentes, voire éventuellement avec célérité et adaptabilité. L'effectivité du droit dépend également de son acceptation par les particuliers qui veulent voir en lui leur droit et un outil adapté aux conditions de leur environnement. Ainsi, l'uniformité juridique peut non seulement nuire au principe de subsidiarité, mais aboutit souvent, en raison des compromis qui s'avèrent nécessaires, à des réglementations compliquées et tatillonnes, dont l'effet sur le marché intérieur dans le domaine du crédit à la consommation, de toute façon déjà limité, ne s'en trouve que davantage réduit.

C'est pour cette raison que la première proposition de la Commission en date du 11 septembre 2002, qui prévoyait une harmonisation complète, a capoté. Le Parlement européen a adopté en première lecture des amendements conséquents à la proposition de la Commission et ne s'est déterminé que pour une harmonisation minimale.

De son côté, la Commission a présenté, en octobre 2005, une nouvelle proposition modifiée de fond en comble. Elle tient compte dans une large mesure des desiderata du Parlement européen et remanie considérablement la proposition initiale. La nouvelle proposition de la

Commission renonce à une harmonisation maximaliste et se cantonne plutôt à une harmonisation ciblée et sélective de certains éléments juridiques essentiels: informations précontractuelles, informations contractuelles, droit de rétractation, remboursement anticipé et taux annuel effectif global.

Cette nouvelle approche est à saluer sur le fond. Le Conseil a également adopté cette même approche dans sa position commune et a, de son côté, opéré des modifications qui soit durcissent, soit compliquent davantage le texte.

Même si la position commune constitue un bon point de départ, des vérifications aussi bien que des corrections de détail s'avèrent nécessaires. À cet égard, les critères suivants doivent être appliqués: les prescriptions juridiques doivent s'inspirer de la normalité, des consommateurs et des entreprises situés dans la moyenne, et non pas de cas d'abus qui aboutissent à des échecs et constituent des exceptions. Le principe de la liberté contractuelle doit être préservé et la responsabilité personnelle du consommateur doit être renforcée. Une multiplication de prescriptions ne signifie pas automatiquement une amélioration de la protection des consommateurs. Une pléthore d'informations produit, ainsi que cela a été unanimement démontré par les études commandées par le Parlement européen et les auditions qu'il a conduites, une situation où précisément le consommateur inexpérimenté est davantage induit en erreur qu'éclairé, sans compter les coûts élevés qui en découlent et qui, en fin de compte, sont à la charge de celui-ci. Les règles doivent être claires, simples et vérifiables, et apporter une valeur ajoutée européenne dans l'intérêt de la promotion du marché intérieur. Toutes les parties de la position commune ne tiennent pas compte de cette approche allant dans le sens d'un équilibre harmonieux. Plusieurs sont trop étendues, bureaucratiques et en partie également complexes et difficiles à comprendre. Cela est à imputer à la recherche de compromis au sein du Conseil et à l'obstination des États membres à faire prévaloir chaque fois leur propre réglementation, mais il ne s'agit pas du critère à retenir et de telles mesures ne peuvent servir de lignes directrices au Parlement européen.

Les modifications suivantes doivent être apportées:

1. Des exceptions supplémentaires sont à faire au champ d'application, comme pour les contrats conclus par-devant notaire, les prêts au logement et les crédits inférieurs à 500 EUR ou supérieurs à 50 000 EUR. Ainsi, les États membres disposent d'une marge de manœuvre plus confortable. Il est notamment à relever qu'ils peuvent également régir ce domaine au niveau de la transposition des dispositions de la directive. Ainsi, les États membres peuvent appliquer leurs dispositions pour un crédit à partir de 100 EUR et ils peuvent adapter eux-mêmes à tout moment cette limite en fonction de l'évolution des conditions d'offre de capitaux et de revenus, sans que la directive européenne doive être modifiée.
2. Les dispositions relatives à la publicité ne sont pas claires et semblent excessives, d'autant plus que la directive 2005/29/CE sur les pratiques commerciales déloyales s'applique également.
3. Les obligations d'information précontractuelle et contractuelle sont trop étendues. Une harmonisation de ce domaine juridique ne saurait être judicieuse si tous les États membres ajoutent les unes aux autres les prescriptions existantes. Une telle démarche

aboutirait nécessairement à une surréglementation et à un déluge d'informations et cela est d'autant plus vrai que les consommateurs disposent d'un droit de rétractation.

De même, cela vaut tout particulièrement dans le cas des facilités de découvert.

Les explications supplémentaires prévues en matière d'information peuvent nuire considérablement au marché intérieur, d'une part, parce que les États membres pourraient transposer les dispositions de manière divergente et que, d'autre part, les prêteurs auraient des difficultés à les respecter tant dans les opérations transfrontalières que dans le domaine du commerce électronique, ce qui pourrait les dissuader véritablement de proposer des crédits transfrontaliers.

Dès lors, et compte tenu également de la responsabilité du consommateur, ces explications ne devraient être fournies qu'à la demande de celui-ci.

4. En ce qui concerne le droit de rétractation, il convient de prévoir un délai afférent. Compte tenu des nombreuses dispositions que doit respecter l'entreprise, des erreurs peuvent être commises lors de la conclusion du contrat et de la notification de la rétractation, lesquelles ne sont pas imputables à une intention malveillante du prêteur, mais sont uniquement commises par inadvertance. Enfin, la directive s'applique également aux entreprises qui ne sont pas rompues aux opérations de crédit. À cet égard, une durée de six mois après la conclusion du contrat devrait garantir la liberté juridique.
5. Selon la Commission, le remboursement anticipé, y compris l'indemnité, constituait un élément important à harmoniser. Le compromis auquel le Conseil est parvenu sur ce point est compliqué au possible et n'apporte que peu de chose. Compte tenu des différences conséquentes dans les traditions et les ordres juridiques des États membres, il est concevable que l'on ne puisse trouver aucun compromis convaincant sur cette question.

La solution proposée ne parvient pourtant pas du tout à atteindre son but et son effet sur le marché intérieur (harmonisation) n'est pas perceptible.

La méthode de calcul d'une indemnité éventuelle n'est pas clairement formulée et demeure ouverte. Jusqu'à 10 000 EUR par an, il peut être totalement renoncé à une indemnité. La seule règle commune appréciable qui demeure réside dans le fait que lorsqu'une indemnité est autorisée et qu'elle est calculée comme à l'accoutumée, elle ne doit pas dépasser 0,5 % ou 1 % du montant du crédit faisant l'objet d'un remboursement anticipé.

Dans ce contexte et vu qu'une telle limitation n'est absolument pas justifiée d'un point de vue pratique, une suppression totale des dispositions relatives à l'indemnité et, par conséquent, leur inscription dans le domaine de compétence des États membres semblent être la solution la plus honorable.

Les amendements suivants visent, dans l'esprit de votre rapporteur, une amélioration de la position commune pour la rendre plus concise et plus claire, et pour établir un équilibre approprié entre points de vue divergents.

PROCÉDURE

Titre	Crédit aux consommateurs: harmonisation des législations des États membres (abrogation directive 87/102/CEE)			
Références	09948/2/2007 - C6-0315/2007 - 2002/0222(COD)			
Date de la 1re lecture du PE – Numéro P	20.4.2004	T5-0297/2004		
Proposition de la Commission	COM(2002)0443 - C5-0420/2002			
Proposition modifiée de la Commission	COM(2004)0747			
Date de l’annonce en séance de la réception de la position commune	27.9.2007			
Commission compétente au fond Date de l’annonce en séance	IMCO 27.9.2007			
Rapporteur(s) Date de la nomination	Kurt Lechner 30.1.2006			
Examen en commission	24.10.2005	9.10.2006	22.11.2006	8.5.2007
	5.6.2007	3.10.2007	5.11.2007	22.11.2007
	27.11.2007			
Date de l’adoption	10.12.2007			
Résultat du vote final	+: 32 –: 0 0: 5			
Membres présents au moment du vote final	Gabriela Crețu, Janelly Fourtou, Vicente Miguel Garcés Ramón, Evelyne Gebhardt, Malcolm Harbour, Edit Herczog, Kurt Lechner, Lasse Lehtinen, Toine Manders, Arlene McCarthy, Nickolay Mladenov, Catherine Neris, Bill Newton Dunn, Zita Pleštinská, Giovanni Rivera, Luisa Fernanda Rudi Ubeda, Heide Rühle, Christel Schaldemose, Alexander Stubb, Eva-Britt Svensson, Marianne Thyssen, Jacques Toubon, Bernadette Vergnaud, Barbara Weiler, Nicola Zingaretti			
Suppléant(s) présent(s) au moment du vote final	Emmanouil Angelakas, André Brie, Wolfgang Bulfon, Giovanna Corda, Benoît Hamon, Gisela Kallenbach, Othmar Karas, Andrea Losco, Manuel Medina Ortega, Joseph Muscat, José Javier Pomés Ruiz, Olle Schmidt, Gary Titley, Diana Wallis, Stefano Zappalà			
Suppléant(s) (art. 178, par. 2) présent(s) au moment du vote final	Klaus-Heiner Lehne, Karsten Friedrich Hoppenstedt, Tadeusz Zwiefka			
Date du dépôt	12.12.2007			